

SOCIÉTÉ

A Lyon, les familles des 200 enfants français en Syrie dénoncent un gouvernement qui veut "les rendre invisibles "



Marie Dosé, Hubert Julien-Laferrrière, Sophia Aram, Rachid Benzine - Lyon Mag

Fraîchement réélu, le Président de la République, Emmanuel Macron doit se confronter une nouvelle fois au dossier clivant des 200 enfants français enfermés dans des camps en Syrie. Un appel au rapatriement a été lancé ce vendredi à Lyon dans l'espoir de suivre la voie des voisins européens.

« Faites-nous sortir d'ici », c'est le message qu'ont reçu Marc et sa compagne de leurs petits-enfants enfermés dans des camps en Syrie. Depuis plus de 3 ans, près de 200 enfants français et leurs mères survivent dans les camps de Roj et de Al-Hol dans le nord-est kurde de la Syrie. « Leur seul crime est d'être nés de parents qui sont partis pour le djihad », déclare **Hubert Julien-Laferrrière**, député écologiste du Rhône.

Le collectif **Familles Unies**, qui regroupe plus de 100 familles dont les enfants sont détenus dans les camps, lance un appel au rapatriement soutenu par 175 élus français et appuyé par une tribune signée par 75 personnalités.

« **Rendre invisible** » les enfants

C'est un témoignage glaçant que donne Marc, grand-père démuné et membre du collectif des Familles Unies, pour éveiller les consciences. « *Cela fait 1501 jours que nos quatre petits-enfants sont enfermés dans un camp en Syrie, nous ne parvenons pas à les rapatrier* », introduit-il.

Toutes les familles françaises sont regroupées dans le camp de Roj depuis la prise de Baghouz. Les 4 petits-enfants de Marc sont arrivés dans le camp en 2018, l'aîné avait 8 ans, le second moins de 4 ans, le 3^e moins de 2 ans et enfin le dernier, est né sur place dans des conditions précaires. « *Ils ont eu de la chance, si on peut dire, ils n'ont pas passé des mois dans un cachot avant d'être transférés dans les camps lorsque leurs parents se sont rendus à Baghouz. Ils n'ont pas connu les bombardements intenses, la mort sous leurs yeux de leurs petits frères et sœurs. Ils n'ont pas été blessés physiquement comme d'autres qui portent des blessures de Baghouz dans leur chair.* »

« *Nous avons écrit au Président de la République, la réponse a été claire : la France n'interviendra pas car elle n'a pas de relations avec le pays.* » Sauf que, selon lui, la France était présente en Syrie et avait des relations avec les autorités Kurdes et Kamichi. « *Ils vivent dans des tentes, n'ont pas d'école, sont mal soignés, n'ont évidemment pas de suivi psychologique et vivent quotidiennement dans l'insécurité avec le retour en flèche de Daesh* », explique-t-il. « *La seule chose qui évolue, c'est que les enfants grandissent. On voit grandir et survivre nos petits enfants dans ces camps* », poursuit-il.

« *Absolument rien n'a changé dans l'attitude du gouvernement français. Cela témoigne du mépris total pour la vie de ces enfants et pour les engagements internationaux de la France. Nous faisons face à un mur de l'État* », dénonce Marc. « *L'amour pour ces enfants et nos petits-enfants nous porte. Notre combat ne s'arrêtera pas tant qu'ils ne seront pas rentrés. Ils veulent les rendre invisibles mais nous continuerons. D'autant plus que maintenant, nous sommes appuyés. Ce ne sont que des enfants qui sont des victimes et innocents* », ajoute la compagne de Marc et grand-mère, submergée par l'émotion.

Du « **combat politique** » à « **l'humanité** » : « **A qui hurle-t-on à la gueule ?** »

Un système de parrainage a été mis en place pour les enfants français dans les camps. « *Grâce au parrainage, nous voulons leur montrer qu'il y a une autre France qui pense à eux et qui les attend. Nous vivons dans un pays dans lequel nous devons rappeler ce qu'est l'humanité, ce que sont des enfants* », s'exprime, en pleurs, **Sophia Aram**, comédienne et chroniqueuse. « *On ne devrait pas fermer nos gueules, on devrait être beaucoup plus nombreux. Rapatrions-les, on ne peut pas avoir peur de nos enfants, ils vivent dans des conditions inhumaines. J'ai envie de leur hurler à la gueule, je ne sais même pas à qui, car personne ne prend de décision. Ce n'est pas un combat*

politique mais de l'humanité. On devrait tous collectivement avoir honte de cette situation », déclare Sophia Aram.

« A qui hurle-t-on à la gueule ? Au Président de la République. J'ai écrit au Quai d'Orsay, on m'a répondu que la décision serait prise à l'Elysée. Depuis, j'écris chaque semaine sur une femme, un enfant, et j'attends pendant qu'ils sont en train de mourir », n'hésite pas à pointer du doigt Marie Dosé, avocate au Barreau de Paris.

« La France fait partie des rares pays qui n'ont pas engagé un processus de rapatriement reniant le droit de la vie des enfants, au mépris même de la sécurité. Des spécialistes anti-terroristes l'affirment : laisser ces enfants des années dans des camps alors que Daech revient en force c'est les laisser grandir dans la haine de la France », dénonce Hubert Julien-Laferrrière. « La France et l'Espagne restent inflexibles alors que la Finlande, la Suède, le Danemark et la Belgique ont commencé des rapatriements et les poursuivent. Nos petits enfants ne comprennent pas pourquoi leurs copains des autres pays rentrent et pas eux. Ils se demandent ce qu'ils font là, pourquoi ils payent plus que les autres », ajoute Marc avant de préciser : « Les enfants présents dans les camps sont tous arrivés très jeunes, voire sont nés là-bas, leur souvenir de la Syrie ça n'est pas Daech. »

Selon eux, aucun rapatriement ne doit avoir lieu sans les mères pour ne pas déstabiliser les enfants, pour lesquels, elles sont la seule source affective qu'ils ont connu ces dernières années. Ils notifient, lors du point presse, que toutes les mères des enfants sont judiciairisées et veulent se confronter à la justice pour rentrer en France et protéger leurs enfants.

L'échec du plan de rapatriement 2018 : « la France est en train de créer le cauchemar des familles »

« Il y avait un plan de rapatriement en 2018. Le plan était opérationnel, je l'ai dans mon cabinet, il renseigne tout, même le numéro d'avion par lequel ils devaient rentrer. Après une fuite de l'information, on a reporté pour des questions de sécurité. Dans le temps de ce report, un sondage est sorti et deux tiers des Français n'étaient pas favorables au rapatriement. Le temps de ce nouveau report, les gilets jaunes puis la crise sanitaire ont fait que le Président ne pouvait pas risquer un manque de popularité en vue de sa réélection. Voilà, comment cela s'est passé », assure l'avocate.

Selon elle, la France a essayé de jouer la carte du « cas par cas » pour rapatrier des orphelins. *« Toi t'es sauvé, toi t'as pas de chance, ta mère est en vie donc tu crèves. C'était l'idée. »* Une image bouleversante. *« On offre sur un plateau à Daech des martyrs, on a tellement peur qu'on préfère donner des armes à cette idéologie. On fabrique le pire »,* ajoute-t-elle avant de conclure : *« La France est en train de créer le cauchemar des familles. »*

Depuis janvier 2021, la France n'a organisé aucun rapatriement.

A.B.